

“Je suis favorable à la fin DES COURS DE RELIGION”

▶ Le ministre-Président francophone
Rudy Demotte (PS) répond aux critiques et
trouve le Pacte d'excellence une très bonne idée

▶ Pacte d'excellence en danger, montée en puissance des régionalismes bruxellois, wallon et flamand, avenir des cours de religion, nouvelles grilles horaires, relations avec le CDH ou encore appels à la droitisation au sein du MR : le ministre-Président du gouvernement de la fédération Wallonie-Bruxelles Rudy Demotte (PS) donne son avis sur les dossiers mis sur la table par la DH. Alors que de plus en plus de critiques sur le Pacte se font entendre, le socialiste défend celui-ci. “Derrière l'enseignement francophone, l'espoir est très fort”, insiste l'élue.

On entend que le Pacte d'excellence est en danger. Votre gouvernement bloque entre autres sur l'autonomisation du réseau de la FWB.

“Le gouvernement a déjà pu observer des notes juridiques. On a décidé de mettre sur pied des groupes de travail qui approfondissent les matières. Sur tous les dossiers, les choses évoluent favorablement. Tout le débat sur l'inspection se fait aussi. On vient encore d'arrondir plusieurs angles.”

Cette autonomisation était prévue depuis longtemps. Ce groupe de travail n'est-il pas un aveu d'une impossibilité à arbitrer ?

“Non. Cette note juridique ne ré-

pond pas à tout.”

Le MR est contre le tronc commun. Que se passera-t-il s'il monte au pouvoir ?

“Le CDH est pour, le PS pour, Ecolo pour et je n'entends pas que le PTB soit contre.”

Pas inquiet donc ?

“Je ne vois pas aujourd'hui d'alternative claire se prononcer contre le tronc commun.”

Les propositions de grilles horaires de la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH) viennent d'être dévoilées. Il est question de toujours plus d'autonomie pour les écoles. Quel modèle préférez-vous ?

“La souplesse dans la fixation des grilles horaires me paraît un acquis par rapport à la situation actuelle. La seule garantie que j'ai demandée à la ministre et sur laquelle elle me semble sur la même situation que moi, c'est que si on a cette souplesse dans la grille horaire, on doit arriver annuellement à un nombre d'heures équivalent.”

Les écoles pourraient choisir à la carte entre trois systèmes...

“Exactement. Pour autant qu'à la fin de l'année, le nombre d'heures par disciplines est équivalent. C'était une de nos craintes : qu'il y ait une sorte de concurrence entre établissements en fonction du choix des grilles horaires où au final on n'aurait pas le même nombre d'heures qu'à l'année.”

On a déjà un paysage scolaire assez fracturé. Cela ne va-t-il pas s'aggraver ?

“Je ne pense pas pour une rai-

son qui est celle des contrats d'objectifs. Les écoles devront désormais travailler sur la définition de leurs objectifs. L'inspection continuera à tenir son rôle. Je suis assez confiant que cette autonomisation sera plutôt un élément de remotivation qu'un élément de division.”

Il y avait déjà les écoles juives et protestantes. Il y a désormais une forte demande pour les écoles musulmanes. Ces écoles ne vont-elles pas à l'encontre du vivre-ensemble ?

“D'abord en tant que socialiste, ma priorité, c'est que les élèves adhèrent à l'école publique. Maintenant, si une école répond aux différents prescrits légaux, on est dans un cadre de liberté de l'enseignement.”

Idéalement, vous êtes favorable à la suppression des cours de religion ?

“Je préfère deux heures de cours de philosophie et citoyenneté (CPC). Ces deux heures doivent comprendre une dimension d'approche des différentes spiritualités. Le brassage des différentes approches est intéressant. Qu'un jeune musulman apprenne ce que le judaïsme, la religion protestante ou la laïcité militante signifient très concrètement me paraît un enrichissement. Et je peux faire le raisonnement dans tous les sens.”

Donc favorable à la fin des cours de religion pour les remplacer par des cours de CPC qui comprennent des cours de religion ?

“Oui.”

Julien Thomas

Toujours pas de front francophone !

La question communautaire n'a jamais été mise au frigo par les partis flamands, la N-VA en tête. Que ce soit dans les déclarations et les politiques menées à tous les étages. Et comme toujours, on ne voit toujours pas les partis francophones se mettre à table pour définir un projet francophone ou s'accorder sur les lignes qu'ils refuseront de franchir. Quand on interroge Rudy Demotte (PS), ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sur la N-VA, l'avenir de cette Fédération et celui des francophones, on reçoit des réponses empreintes d'une certaine crainte : celle de mettre de l'huile sur le feu dans une machine politico-médiatique qui ne se nourrit désormais plus que de petites phrases. "J'espère vraiment qu'on sera capables de dépasser les forces d'inertie que notre société recèle", indiquera le socialiste, lorsqu'il s'agit de conclure l'entretien. Si l'interview de Rudy Demotte possède un indéniable côté rafraîchissant à une époque où les discours modérés cèdent souvent la place aux punchlines, on aurait bien aimé qu'il se mouille davantage sur l'avenir des francophones. Après tout, c'est un peu son job. Par ailleurs, si l'élu est dans son rôle en assurant que le Pacte d'excellence évolue très favorablement, les blocages, les retards et les inquiétudes sont pourtant une réalité.

“LE CDH PAYERA LE PRIX DE SA DÉLOYAUTÉ”

▣ Pour Rudy Demotte, CDH et MR sont tiraillés entre leurs ailes conservatrices et progressistes

Quelles sont vos relations avec votre partenaire, le CDH ? *de servir nos populations.”*

“J’ai été très fâché et indigné de sa déloyauté, ce qui se paie d’ailleurs toujours en politique. Cela dit, je discute avec mes deux partenaires CDH dans un contexte où on ne peut pas rater les vœux en profondeur qu’on a entamés. Ce n’est pas toujours facile, temps, il y a une forme de lassitude n’a pas toujours les mêmes points de vue, mais il faut pouvoir mettre les sentiments de côté en politique et agir avec le peu de moyens qu’on a, dans la volonté

de servir nos populations.”

Cela semble pourtant être dur entre le PS et le CDH !

“Le plus compliqué pour le moment, c’est cette ambivalence du CDH, qui peut tenir un discours

de centre-droit en Wallonie, un autre de centre-gauche en Fédération Wallonie-Bruxelles et un troisième au fédéral où il s’oppose au MR.”

Il y a eu ces récents appels à une droitisation du MR...

“Quand le MR s’allie à la N-VA, il prend déjà une posture qui est très à droite car la N-VA est une formation nationaliste de droite. Dans les rangs libéraux, il n’y a plus de gauche ou centre-gauche représentés. Les membres de la faction la plus libérale au sens du XIX^e siècle se sentent mal à l’aise.”

Un code “attendu depuis des années”

BRUXELLES Alors que la législation s’achève dans un an, il est temps pour Rudy Demotte (PS) de tirer un premier bilan de l’action de son gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Sa plus grande fierté, explique-t-il sans hésiter, c’est le nouveau décret de l’Aide à la jeunesse qu’a fait récemment passer son ministre de l’Aide à la Jeunesse Rachid Madrane (PS). *“On a fait passer un nouveau code sur la protection de la*

jeunesse qui était attendu depuis des décennies. Rachid Madrane a fait un boulot titanesque, qui est passé relativement inaperçu à cause du contexte politique que l’on traverse”, insiste-t-il. Vient ensuite le refinancement de l’enseignement supérieur. *“Jean-Claude Marcourt a su mettre en place un refinancement à hauteur de 100 millions d’euros, qu’attendait aussi depuis des décennies l’enseignement supé-*

rieur, lance-t-il. Troisième élément, on est arrivés, et j’ai joué un rôle indéniable au côté de la ministre Alda Greoli (CDH, à la Culture), à remettre enfin des moyens financiers en deux étapes pour que les contrats-programmes soient alimentés. J’ajouterais : on a refinancé l’enseignement obligatoire en finançant le maternel et les aides aux directions et avec des moyens importants.”

“Bruxelles reçoit quasiment 80% DES NOUVEAUX MOYENS!”

☒ Face à la montée des discours régionalistes, l'élu PS insiste sur le besoin de normes communes aux francophones

Rudi Vervoort, Pierre-Yves Dermagne, Jean-Claude Marcourt : même dans votre parti, le discours régionaliste est à la mode. Comment vous positionnez-vous dans ce débat ?

“Sur le plan du pouvoir organisateur, je suis partisan d'un système qui permette à l'enseignement public, et singulièrement celui de la Communauté française, de se rapprocher le plus possible du terrain. Pour moi, le débat Communautés-Régions est un peu réducteur. Je vois surtout ça sous l'angle des bassins d'enseignement. Sous l'angle normatif, je suis favorable à une norme au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles.”

Pour le ministre wallon de l'Emploi Pierre-Yves Jeholet (MR), la régionalisation de l'enseignement sera un sujet de campagne pour 2019.

“Ce sera un sujet de campagne pour ceux qui veulent le faire. Je pense que la norme doit absolument rester définie à l'échelon des francophones.”

Quand on parle de normes, on parle du Pacte d'excellence ?

“Bien sûr ! Et en plus le Pacte d'excellence s'est construit sur plusieurs années avec les acteurs. Aucun acteur n'a jamais demandé une régionalisation.”

Il y a quand même ce Pacte d'excellence bruxellois que le ministre-Président bruxellois Rudi Vervoort réclame récemment...

“Qu'on ait des approches qui tiennent compte des réalités régionales est une évidence. Rudi Vervoort doit savoir d'ailleurs qu'aujourd'hui dans les nouveaux établissements scolaires, pour répondre à la demande géographique, on a totalement brisé la clé Wallonie-Bruxelles.

Bruxelles reçoit quasiment 80 % des nouveaux moyens. Et ce alors que Bruxelles ne représente pas 80 % de la population francophone de Belgique. On a donc là

une clé qui répond déjà aux besoins régionaux.”

Une clé plus favorable aux Bruxellois ?

“Beaucoup plus favorable aux Bruxellois qu'aux Wallons !”

Alors on comprend alors le mécontentement de certains Wallons...

“Mais c'est parce que le phénomène démographique sur Bruxelles a été problématique à un moment donné. Les membres du gouvernement, dont Jean-Claude Marcourt (NdlR : le ministre wallon de l'Enseignement supérieur (PS), très attaché à la Province de Liège), dont on connaît l'attachement aux valeurs de la Wallonie, ont compris effectivement qu'on devait modifier le curseur. Ce n'est pas non plus un choix d'ordre définitif.”

“Tournai me prend un jour par semaine”

BRUXELLES Alors que certains se demandent ce que fait de ses journées un Rudy Demotte (PS) qui ne dispose que d'une seule compétence, à savoir la ministre-Présidence du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'élu PS insiste sur le nombre important de tâches à remplir. “Très concrètement, c'est d'abord de la coordination et de la préparation des réunions de gouvernement, ce qui demande déjà pas mal d'énergie et de

temps. C'est évidemment la représentation de la francophonie belge à l'étranger. Je suis en quelque sorte le ministre des Affaires étrangères des francophones de Belgique. À ça, j'ajoute les différentes tâches parlementaires d'un ministre-Président. Le chef d'équipe va s'expliquer devant le parlement et les commissions de ce qu'il fait. Et quand vous avez fait la somme des trois, mes journées sont déjà très occu-

pées”, explique-t-il. Et dans cette semaine, combien de temps lui prend Tournai ? “Un jour”, coupe celui qui en est le bourgmestre empêché. L'opposition pointe parfois le fait qu'on parle beaucoup, voire trop, de sa ville sur son site Internet... “Quand on a des activités de terrain, je les relaie. C'est moins facile de filmer ou de poster sur Facebook des réunions de commission”, pointe l'élu.

100 C'est en millions d'euros, le coût du refinancement de l'enseignement supérieur durant cette législature.